

## Où en est la reprise économique en France ?

**Par Christophe Tavera,**  
professeur  
de sciences  
économiques  
à l'Université  
de Rennes 1.



La conjoncture est une réalité sexy et tous les regards se portent sur ses déhanchés. Mais ses mouvements actuels et à venir sont difficiles à prévoir en France. Si l'activité redémarre dans de nombreux pays (croissance de +0,4 % en Allemagne, +1 % en Espagne, +0,7 % au Royaume-Uni et +0,9 % aux États-Unis au deuxième trimestre 2015), la croissance française semble encore marquer le pas et le taux de chômage, le vrai, ne diminue pas de façon durable.

Or la conjoncture obéit à quelques règles simples. La première est que les achats et les ventes sont souvent à l'origine des fluctuations conjoncturelles à venir. Une augmentation de ventes dynamise l'activité des firmes et génère ainsi une création de revenus supplémentaires.

La seconde est importante : pour s'inscrire dans la durée, une augmentation des ventes doit ensuite créer au niveau des entreprises le besoin et l'envie d'investir. Qu'en est-il de ces deux mécanismes aujourd'hui en France ?

Avec la diminution du prix du pétrole, la baisse de l'Euro, et les niveaux particulièrement bas des taux d'intérêt, les ventes à l'exportation et la consommation des ménages se sont relativement bien tenus depuis le début de l'année et ont légèrement soutenu la demande et les ventes. L'indicateur de confiance des ménages, calculé par l'Insee, est assez stable en comparaison des niveaux passés. La demande et les ventes semblent donc se maintenir.

Par contre, l'investissement ne redémarre pas ! Et les explications

sont claires. Le taux d'utilisation des capacités de production est encore bas (82,2 %) et reste inférieur à son niveau normal de longue période (84,6 % en moyenne). Les firmes peuvent donc encore produire davantage sans investir. La profitabilité des firmes françaises est encore trop faible.

La part du profit net dans le PIB national est de l'ordre de 9 % en France pour 12 % en Allemagne et presque 15 % en Espagne. Les coûts salariaux, charges comprises, qui restent à des niveaux élevés, expliquent une bonne partie de ce résultat.

### « Le coût du travail reste trop élevé »

Enfin, les indicateurs de confiance des entreprises sont incertains : l'Insee signale une amélioration du climat des affaires mais l'indice PMI (indice des directeurs d'achat), qui a la réputation de fournir une information précise et actualisée, indique plutôt une détérioration de la confiance qui freine l'investissement, particulièrement nette dans l'industrie manufacturière.

Les allègements de charges sociales proposés sont insuffisants : malgré la baisse de la pression fiscale sur les entreprises (CICE et Pacte de responsabilité), le coût, charges comprises, du travail non qualifié reste encore trop élevé.

Pour être en confiance et investir, les entreprises ont besoin de clarté et donc d'une réduction des incertitudes quant à la pérennité des règles fiscales (crédit impôt recherche, etc.), des coûts de licenciement -- trop souvent arbitrés par des tribunaux -- et la simplification des règles du marché du travail. Les réformes actuelles sur les entreprises semblent donc manquer d'ambition et leur force d'impact sur l'investissement n'est pas à la hauteur des enjeux. La croissance n'est pas encore là !